

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31508]

27 FEVRIER 2014. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération-cadre entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intrafrancophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intrafrancophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières.

Annexe

Accord de coopération-cadre entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intrafrancophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières

Vu les articles 128 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 notamment les articles 5, § 1^{er}, I et II, et l'article 92bis, § 1^{er};

Vu le décret I de la Communauté française du 5 juillet 1993 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 5°, 3, 6° et 10;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 5°, 3, 6° et 10;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 5°, 3, 6° et 10;

Considérant qu'il convient d'assurer la cohérence et la convergence des politiques menées par la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française en matière de soins de santé et d'aide aux personnes, en fixant un socle de principes communs et en créant des mécanismes de concertation entre ces entités fédérées;

Considérant qu'il est nécessaire d'associer à cette concertation les acteurs impliqués dans ces matières afin de garantir une meilleure efficacité des politiques menées par la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Considérant qu'il convient de mener des politiques aussi homogènes et cohérentes que possible dans ces matières, au regard notamment des normes en vigueur dans ces entités fédérées;

Considérant que l'entrée en vigueur des nouveaux décrets fondés sur l'article 138 de la Constitution, par lesquels l'exercice de certaines compétences de la Communauté française est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, est subordonnée à l'adoption du présent accord de coopération-cadre, comme le précise l'article 10 de ces décrets.

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président R. Demotte;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne Ministre-Président R. Demotte;

La Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Collège en la personne du Ministre-Président Ch. Doukeridis,

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent accord, on entend par :

1° Gouvernement communautaire : le Gouvernement de la Communauté française;

2° Gouvernement wallon : le Gouvernement de la Région wallonne;

3° Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

4° politique de soins de santé : la politique de soins de santé visée à l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

5° politique de l'aide aux personnes : la politique de l'aide aux personnes visée à l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

6° parties : la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

7° arrêté réglementaire : tout arrêté réglementaire au sens de l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

8° prise d'acte : acte par lequel le Gouvernement ou le Collège de la partie concernée reconnaît avoir pris connaissance d'un texte avant qu'il ne fasse l'objet d'une première délibération en son sein.

CHAPITRE 2. — *Principes communs*

Art. 2. Les parties exercent leurs compétences dans les matières des soins de santé et de l'aide aux personnes dans le respect et en veillant à l'application effective des principes suivants :

1° la solidarité entre les personnes et entre les générations sur la base la plus large;

2° l'accès le plus large et le plus similaire possible aux prestations pour tous les citoyens aux niveaux financier, socio-culturel et géographique;

3° le libre choix et la liberté de circulation des acteurs et des usagers;

4° l'implication des interlocuteurs sociaux, des acteurs et des usagers;

5° la responsabilisation des acteurs et des institutions;

6° la liberté thérapeutique;

7° la cohérence et la transversalité des politiques de santé, des aînés et des personnes handicapées;

8° la qualité des prestations, le développement de l'offre en fonction des besoins et la recherche de complémentarités dans l'offre de soins présente sur le territoire des différentes parties, notamment dans l'offre de proximité et la spécialisation de pointe, y compris pour ce qui concerne les conventions de revalidation;

9° la recherche de l'homogénéité maximale entre les politiques développées en Wallonie et à Bruxelles, via la concertation entre parties, préalablement à toute décision à portée générale en ces matières, y compris pour les conditions de travail des professionnels des secteurs concernés, pour faciliter la vie des bénéficiaires concernés ainsi que via, notamment, dans toute la mesure du possible :

a) l'adoption de normes d'agrément, de financement et de règles de tarification similaires;

b) la reconnaissance des mêmes opérateurs dont les mutualités;

c) la reconnaissance des mêmes partenaires de gestion de ces compétences par les parties;

d) la création de mécanismes d'échange d'informations et de facturation;

10° la recherche de l'articulation optimale avec la politique fédérale et la sécurité sociale.

CHAPITRE 3. — *Pacte de simplification*

Art. 3. Dans le cadre de l'application des principes communs visés à l'article 2, un pacte de simplification sera conclu, sous la forme d'un ou de plusieurs accords de coopération, afin de garantir aux personnes domiciliées sur le territoire de la région de langue française ou sur celui de la région bilingue de Bruxelles-Capitale qu'elles conserveront le même interlocuteur pour la gestion administrative, lorsqu'elles bénéficient de prestations sur le territoire de l'autre région linguistique.

CHAPITRE 4. — *De la concertation en matière de soins de santé et d'aide aux personnes*

Section 1^{re}. — Le comité ministériel

Sous-section 1^{re}. — Composition

Art. 4. Il est institué un comité ministériel.

Il est composé des ministres désignés respectivement par le Gouvernement communautaire et le Gouvernement wallon, ainsi que des membres désignés par le Collège.

Le comité ministériel élit, en son sein, un président et deux vice-présidents.

Sous-section 2. — Missions

Art. 5. Le comité ministériel a pour mission d'organiser, dans le cadre des procédures visées aux sections 1 et 2 du chapitre 5, la concertation entre les parties, préalablement à l'adoption, par l'une d'entre elles, de tout décret ou arrêté réglementaire en matière de soins de santé ou d'aide aux personnes et de tout accord-cadre pour le secteur non marchand.

Le comité ministériel a pour mission d'organiser, dans le cadre de la procédure visée à la section 3 du chapitre 5, la concertation entre les parties lorsqu'une procédure en conflit d'intérêts, au sens de l'article 143, § 1^{er}, de la Constitution et du chapitre II de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, est appliquée à l'initiative d'une d'entre elles et concerne les matières des soins de santé ou de l'aide aux personnes.

Les concertations visées aux alinéas 1^{er} et 2 s'opèrent, en toute loyauté, dans le respect des principes énoncés au chapitre 2.

Sous-section 3. — Fonctionnement

Art. 6. Le comité ministériel se réunit de façon régulière et au moins quatre fois par an sur convocation de son président d'initiative ou à la demande d'un membre du comité.

Si toutes les parties en conviennent, les réunions peuvent prendre la forme de procédures électroniques.

Art. 7. Le comité ministériel établit un règlement d'ordre intérieur fixant ses règles de fonctionnement interne.

Le règlement d'ordre intérieur prévoit que les conclusions de la concertation sont actées dans un procès-verbal signé par toutes les parties.

Section 2. — L'organe de concertation

Sous-section 1^{re}. — Composition

Art. 8. Il est institué un organe de concertation auprès du comité ministériel.

Cet organe est composé de représentants des partenaires associés à la gestion des compétences en matière de soins de santé et d'aide aux personnes au sein des parties. Les acteurs des secteurs concernés, dont les mutualités, y sont représentés, dans le respect d'une composition pluraliste associant de manière équilibrée les acteurs institutionnels et ambulatoires, les acteurs publics et privés, les professionnels et les usagers. Les interlocuteurs sociaux interprofessionnels y sont aussi représentés.

Les parties désignent les partenaires visés à l'alinéa 2 dans un accord de coopération.

Sous-section 2. — Missions

Art. 9. § 1^{er}. L'organe de concertation a pour mission d'émettre, de sa propre initiative ou à la demande du comité ministériel ou d'un ministre, des avis ou des recommandations en matière de soins de santé et d'aide aux personnes, fondés notamment sur les principes énoncés au chapitre 2.

Le Parlement de la Communauté française, le Parlement de la Région wallonne et l'Assemblée de la Commission communautaire française peuvent également solliciter l'avis de l'organe de concertation sur un amendement en matière de soins de santé et d'aide aux personnes dont ils ont à connaître.

Les avis et les recommandations que l'organe de concertation émet de sa propre initiative sont adressés au comité ministériel et font l'objet d'une publication.

§ 2. Dans le cadre des procédures visées aux sections 1 et 2 du chapitre 5, il émet une recommandation ou un avis préalablement :

1° à l'adoption tout décret ou arrêté réglementaire en matière de soins de santé ou d'aide aux personnes;

2° à tout accord-cadre pour le secteur non marchand portant sur les matières des soins de santé ou de l'aide aux personnes et à laquelle sont associés les partenaires représentés dans l'organe de concertation.

§ 3. Dans le cadre de la procédure visée à la section 3 du chapitre 5, il émet une recommandation ou un avis sur l'objet de la procédure en conflit d'intérêts dont il est saisi.

Sous-section 3. — Fonctionnement

Art. 10. L'organe de concertation se réunit de manière régulière, selon les modalités fixées dans un accord de coopération à conclure par les parties.

Il s'efforce d'émettre les recommandations et avis visés à l'article 9 au consensus. A défaut de consensus, les recommandations et avis reprennent les opinions majoritaires et minoritaires.

Art. 11. L'organe de concertation établit un règlement d'ordre intérieur fixant ses règles de fonctionnement interne.

CHAPITRE 5. — *Les procédures de concertation**Section 1^{re}. — De la procédure ordinaire*

Art. 12. § 1^{er}. Le Gouvernement ou le Collège de la partie concernée transmet au comité ministériel et à l'organe de concertation tout avant-projet de décret en matière de soins de santé ou d'aide aux personnes dès sa prise d'acte.

Le Président de l'assemblée législative de la partie concernée transmet au comité ministériel et à l'organe de concertation toute proposition de décret en matière de soins de santé ou d'aide aux personnes, dès sa prise en considération.

§ 2. Le Gouvernement ou le Collège de la partie concernée transmet au comité ministériel et à l'organe de concertation tout projet d'arrêté réglementaire en matière de soins de santé ou d'aide aux personnes dès sa prise d'acte.

§ 3. Le Gouvernement ou le Collège de la partie concernée transmet au comité ministériel et à l'organe de concertation tout projet d'accord-cadre pour le secteur non marchand en matière de soins de santé ou d'aide aux personnes, auquel sont associés les partenaires représentés dans l'organe de concertation.

Art. 13. § 1^{er}. Lorsqu'il est saisi en vertu de l'article 12, l'organe de concertation dispose d'un délai de quinze jours pour manifester, auprès du comité ministériel, l'intention d'émettre une recommandation ou un avis relatif à l'avant-projet ou à la proposition de décret, au projet d'arrêté réglementaire ou au projet visé à l'article 12, § 3, qui lui est soumis.

Lorsque l'organe de concertation manifeste la volonté d'émettre une recommandation ou un avis, il transmet celui-ci au comité ministériel dans un délai de quarante jours à dater de sa saisine. Lorsque que l'organe de concertation transmet sa recommandation ou son avis hors délais, le comité ministériel n'en tient pas compte.

§ 2. Le comité ministériel dispose d'un délai de quinze jours pour se concerter sur l'avant-projet ou la proposition de décret, le projet d'arrêté réglementaire ou le projet visé à l'article 12, § 3, qui lui est soumis, le cas échéant, sur la base de l'avis ou de la recommandation de l'organe de concertation.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} prend cours :

1° à dater de l'expiration du délai de quinze jours visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, lorsque l'organe de concertation ne manifeste pas le souhait d'émettre une recommandation ou un avis;

2° à dater de la transmission de l'avis ou de la recommandation de l'organe de concertation ou, le cas échéant, de l'expiration du délai de quarante jours visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, lorsque l'organe de concertation manifeste le souhait d'émettre une recommandation ou un avis.

Le comité ministériel peut décider au consensus d'allonger le délai prévu à l'alinéa 1^{er}.

Section 2. — De la procédure d'urgence

Art. 14. Si l'avant-projet, la proposition ou le projet soumis à concertation est estimé urgent par la partie concernée, celle-ci motive spécialement l'urgence et saisit le comité ministériel ainsi que l'organe de concertation conformément à l'article 12.

L'urgence est présumée reconnue, sauf contestation par les deux autres parties.

Lorsque l'urgence est contestée, la procédure de concertation visée à l'article 13 s'applique.

Lorsque l'urgence est présumée reconnue, la procédure de concertation visée à l'article 15 s'applique.

Art. 15. § 1^{er}. Lorsqu'il est saisi en vertu de l'article 14, l'organe de concertation dispose d'un délai de cinq jours pour manifester, auprès du comité ministériel, l'intention d'émettre une recommandation ou un avis relatif à l'avant-projet ou à la proposition de décret, au projet d'arrêté réglementaire ou au projet visé à l'article 12, § 3, qui lui est soumis.

Lorsque l'organe de concertation manifeste la volonté d'émettre une recommandation ou un avis, il transmet celui-ci au comité ministériel dans un délai de dix jours à dater de sa saisine.

Lorsque que l'organe de concertation transmet son avis ou sa recommandation hors délais, le comité ministériel n'en tient pas compte.

§ 2. Le comité ministériel dispose d'un délai de cinq jours pour se concerter sur l'avant-projet ou la proposition de décret, le projet d'arrêté réglementaire ou le projet visé à l'article 12, § 3, qui lui est soumis, le cas échéant, sur la base de la recommandation ou de l'avis de l'organe de concertation.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} prend cours :

1° à dater de l'expiration du délai de cinq jours visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, lorsque l'organe de concertation ne manifeste pas le souhait d'émettre une recommandation ou un avis;

2° à dater de la transmission de la recommandation ou de l'avis de l'organe de concertation ou, le cas échéant, de l'expiration du délai de dix jours visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, lorsque l'organe de concertation manifeste le souhait d'émettre un avis ou une recommandation.

Le comité ministériel peut décider au consensus d'allonger le délai prévu à l'alinéa 1^{er}.

Section 3. — De la procédure en conflit d'intérêts

Art. 16. Lorsqu'une procédure en conflit d'intérêts au sens de l'article 143, § 1^{er}, de la Constitution et du chapitre II de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980 est appliquée à l'initiative d'une des parties et concerne les matières des soins de santé ou de l'aide aux personnes, le Président de son assemblée législative, son Gouvernement ou son Collège saisit le comité ministériel et l'organe de concertation.

L'organe de concertation dispose, à dater de sa saisine, d'un délai de vingt-cinq jours pour transmettre au comité ministériel sa recommandation ou son avis relatif à l'objet du conflit d'intérêts.

A dater de la réception de la recommandation ou de l'avis ou de l'expiration du délai de vingt-cinq jours visé à l'alinéa 2, le comité ministériel dispose d'un délai de vingt-cinq jours pour se concerter, sur la base de cet avis.

CHAPITRE 6. — Les fonctionnaires dirigeants des organes administratifs concernés

Art. 17. Les fonctionnaires dirigeants des organes administratifs concernés des parties se réunissent de façon régulière, afin de mettre en œuvre la coordination des politiques de santé et d'aide aux personnes.

Ils sont désignés par chaque partie, pour ce qui la concerne.

Ils assistent aux réunions du comité ministériel.

CHAPITRE 7. — La cellule technique permanente

Art. 18. Une cellule technique permanente est instituée par les parties.

Elle est composée d'agents désignés par les services administratifs des parties.

Art. 19. La cellule technique permanente a pour mission :

1° d'assurer le secrétariat du comité ministériel;

2° de préparer les réunions de l'organe de concertation et du comité ministériel à la demande de ces derniers ou d'initiative.

CHAPITRE 9. — Dispositions finales

Art. 20. Le présent accord de coopération est soumis à l'approbation des Parlements de la Communauté française et de la Région wallonne ainsi que de l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Art. 21. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014, pour autant que toutes les normes qui doivent lui donner assentiment aient été publiées au *Moniteur belge* avant cette date. A défaut, l'accord entre en vigueur le jour où le dernier décret d'assentiment est publié au *Moniteur belge*.

Art. 22. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Bruxelles, le 27 février 2014, en autant d'exemplaires qu'il y a de Parties contractantes, en langue française.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Pour le Gouvernement wallon :

R. DEMOTTE

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,
Ch. DOULKERIDIS

Bruxelles, le 4 avril 2014.

Le Président,
Le Secrétaire,
Le Greffier,

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31508]

27 FEBRUARI 2014. — Decreet houdende instemming met het raamakkoord voor samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het overleg tussen de Franstaligen inzake gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke principes die in deze materies van toepassing zijn

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie hecht zijn goedkeuring aan :

Enig artikel. Instemming wordt betuigd met het raamakkoord voor samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het overleg tussen de Franstaligen inzake gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke principes die in deze materies van toepassing zijn.

Bijlage

Raamakkoord voor samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het overleg tussen de Franstaligen inzake gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke principes die in deze materies van toepassing zijn

Gelet op de artikelen 128 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993, inzonderheid op artikel 5, § 1, I en II, en artikel 92bis, § 1;

Gelet op het decreet I van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1993 betreffende de overdracht van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 5°, 3, 6° en 10;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 5°, 3, 6° en 10;

Gelet op het decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 5°, 3, 6° en 10;

Overwegende dat de samenhang en convergentie tussen het beleid van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie inzake gezondheidszorg en bijstand aan personen moet worden gegarandeerd, door een sokkel van gemeenschappelijke principes vast te stellen en overlegmechanismen in te stellen tussen deze deelentiteiten;

Overwegende dat aan dit overleg de actoren moeten deelnemen die zijn betrokken bij deze aangelegenheden, teneinde een betere efficiëntie van het beleid van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie te garanderen;

Overwegende dat het beleid in deze aangelegenheden zo homogeen en coherent mogelijk moet zijn, met name ten aanzien van de geldende normen in deze deelentiteiten;

Overwegende dat de inwerkingtreding van de nieuwe decreten gebaseerd op artikel 138 van de Grondwet, die de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap overdragen naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, ondergeschikt is aan de goedkeuring van dit raamakkoord voor samenwerking, zoals is bepaald in artikel 10 van deze decreten.

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar regering in de persoon van de minister-president R. Demotte;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van de minister-president R. Demotte;

De Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door haar College in de persoon van de minister-president Ch. Doukeridis,

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. In dit akkoord wordt verstaan onder :

1° Gemeenschapsregering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° Waalse Regering : de Regering van het Waalse Gewest;

3° College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

4° gezondheidsbeleid : het gezondheidsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

5° beleid inzake bijstand aan personen : het beleid inzake bijstand aan personen bedoeld in artikel 5, § 1, II van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

6° partijen : de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

7° reglementair besluit : elk reglementair besluit in de zin van artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

8° akteneming : akte waarbij de Regering of het College van de betrokken partij erkent kennis te hebben genomen van een tekst voordat die het voorwerp uitmaakt van een eerste beraadslaging in haar midden.

HOOFDSTUK 2. — *Gemeenschappelijke principes*

Art. 2. De partijen oefenen hun bevoegdheden betreffende de gezondheidszorg en bijstand aan personen uit met naleving van de hierna volgende principes en zien erop toe dat die daadwerkelijk worden nageleefd :

- 1° solidariteit tussen de personen en tussen de generaties op een zo breed mogelijke basis;
- 2° zo ruim en gelijk mogelijke toegang, voor alle burgers, tot de prestaties op financieel, sociocultureel en geografisch vlak;
- 3° vrije keuze en de vrijheid van verkeer van de actoren en gebruikers;
- 4° betrokkenheid van de sociale gesprekspartners, de actoren en de gebruikers;
- 5° responsabilisering van de actoren en de instellingen;
- 6° therapeutische vrijheid;
- 7° coherentie en transversaliteit van het gezondheidsbeleid voor ouderen en personen met een handicap;
- 8° kwaliteit van de prestaties, ontwikkeling van het aanbod naargelang de behoeften en streven naar complementariteit in het zorgaanbod op het grondgebied van de verschillende partijen, met name in het buurtaanbod en de topspecialisatie, met inbegrip van alles wat betrekking heeft op de revalidatieovereenkomsten;
- 9° streven naar maximale homogeniteit tussen het beleid in Wallonië en het beleid in Brussel, via voorafgaand overleg tussen de partijen vóór elke algemene beslissing in dit domein, ook wat de arbeidsvoorwaarden van de gezondheidswerkers in de betreffende sectoren betreft, om het leven van de betreffende begunstigden te vergemakkelijken, en via met name, in de mate van het mogelijke :
 - a) de goedkeuring van gelijkaardige erkennings-, financieringsnormen en tarifieringsregels;
 - b) de erkenning van dezelfde operatoren, waaronder de ziekenfondsen;
 - c) de erkenning van dezelfde partners voor het beheer van deze bevoegdheden door de partijen;
 - d) de oprichting van mechanismen voor informatie-uitwisseling en facturatie;
- 10° streven naar een optimale overeenstemming met het federale beleid en de sociale zekerheid.

HOOFDSTUK 3. — *Vereenvoudigingspact*

Art. 3. In het kader van de toepassing van de in artikel 2 bedoelde gemeenschappelijke principes, zal een vereenvoudigingspact worden gesloten in de vorm van een of meerdere samenwerkingsakkoorden, teneinde aan de personen wonend op het grondgebied van het Franse taalgebied of op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad te garanderen dat ze, wanneer ze prestaties genieten op het grondgebied van het andere taalgebied, dezelfde administratieve gesprekspartner behouden.

HOOFDSTUK 4. — *Overleg inzake gezondheidszorg en bijstand aan personen**Afdeling 1. — Het ministerieel comité*

Onderafdeling 1. — Samenstelling

Art. 4. Er wordt een ministerieel comité opgericht.

Het is samengesteld uit de ministers die respectievelijk worden aangewezen door de Gemeenschapsregering en de Waalse gewestregering, en leden die zijn aangewezen door het College.

Het ministerieel comité kiest in zijn midden een voorzitter en twee vicevoorzitters.

Onderafdeling 2. — Opdrachten

Art. 5. Het ministerieel comité stelt zich tot taak om, in het kader van de procedures bedoeld in de afdelingen 1 en 2 van hoofdstuk 5, het overleg tussen de partijen te organiseren voordat een van hen elk decreet of reglementair besluit inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen, of elk samenwerkingsakkoord voor de niet-handelssector, goedkeurt.

Het ministerieel comité stelt zich tot taak om, in het kader van de procedure bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk 5, het overleg tussen de partijen te organiseren wanneer een belangenconflictprocedure, in de zin van artikel 143, § 1 van de Grondwet en van hoofdstuk II van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980, wordt toegepast op initiatief van een van de partijen en betrekking heeft op aangelegenheden inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen.

Het overleg bedoeld in het eerste en tweede lid, wordt gepleegd in volle loyautéit, met naleving van de principes vermeld in hoofdstuk 2.

Onderafdeling 3. — Werking

Art. 6. Het ministerieel comité vergadert regelmatig en minstens vier keer per jaar na bijeenroeping door de voorzitter uit eigen beweging of op verzoek van een lid van het comité.

Indien alle partijen daarmee instemmen, kunnen de vergaderingen verlopen via elektronische procedures.

Art. 7. Het ministerieel comité stelt een huishoudelijk reglement op waarin de interne werkingsregels worden vastgelegd.

Het huishoudelijk reglement voorziet dat de conclusies van het overleg worden opgetekend in een proces-verbaal dat door alle partijen wordt ondertekend.

Afdeling 2. — Overlegorgaan

Onderafdeling 1. — Samenstelling

Art. 8. Er wordt een overlegorgaan ingesteld bij het ministerieel comité.

Dit orgaan is samengesteld uit vertegenwoordigers van de partners die binnen de partijen zijn betrokken bij het beheer van de bevoegdheden inzake gezondheidszorg en bijstand aan personen. De actoren van de betreffende sectoren, waaronder de ziekenfondsen, zijn erin vertegenwoordigd. Het overlegorgaan is pluralistisch samengesteld, zodat de institutionele en de ambulante actoren, de overheids- en de private actoren en de professionele actoren en de gebruikers evenwichtig vertegenwoordigd zijn. Ook de interprofessionele sociale gesprekspartners zijn vertegenwoordigd in het overlegorgaan.

De partijen wijzen de in het tweede lid bedoelde partners aan in een samenwerkingsakkoord.

Onderafdeling 2. — Opdrachten

Art. 9. § 1. Het overlegorgaan stelt zich tot taak om, uit eigen beweging of op verzoek van het ministerieel comité of van een minister, adviezen of aanbevelingen uit te brengen inzake gezondheidszorg en bijstand aan personen die met name gebaseerd zijn op de principes vermeld in hoofdstuk 2.

Het Parlement van de Franse Gemeenschap, het Parlement van het Waalse Gewest en de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen eveneens het advies van het overlegorgaan vragen over een door hen behandeld amendement inzake gezondheidszorg en bijstand aan personen.

De adviezen en aanbevelingen die het overlegorgaan uitbrengt uit eigen beweging, zijn gericht aan het ministerieel comité en maken het voorwerp uit van een bekendmaking.

§ 2. In het kader van de procedures bedoeld in de afdelingen 1 en 2 van hoofdstuk 5, brengt het overlegorgaan een aanbeveling of advies uit vóór :

1° de goedkeuring van elk decreet of reglementair besluit inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen;

2° elk raamakkoord voor de niet-handelssector dat betrekking heeft op aangelegenheden inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen en waarbij de in het overlegorgaan vertegenwoordigde partners zijn betrokken.

§ 3. In het kader van de procedure bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk 5, brengt het overlegorgaan een aanbeveling of advies uit over de belangenconflictprocedure die bij het overlegorgaan aanhangig wordt gemaakt.

Onderafdeling 3. — Werking

Art. 10. Het overlegorgaan vergadert regelmatig, volgens de regels die zijn vastgesteld in een samenwerkingsakkoord dat de partijen dienen te ondertekenen.

Het tracht de aanbevelingen en adviezen bedoeld in artikel 9 steeds uit te brengen met consensus. Indien geen consensus wordt bereikt, bevatten de aanbevelingen en adviezen de meningen van de meerderheid en de minderheid.

Art. 11. Het overlegorgaan stelt een huishoudelijk reglement op waarin de interne werkingsregels worden vastgelegd.

HOOFDSTUK 5. — *De overlegprocedures**Afdeling 1. — De gewone procedure*

Art. 12. § 1. De Regering of het College van de betrokken partij maakt aan het ministerieel comité en aan het overlegorgaan elk voorontwerp van decreet inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen over van zodra er akte van wordt genomen.

– De voorzitter van de wetgevende raad van de betrokken partij maakt aan het ministerieel comité en aan het overlegorgaan elk voorstel van decreet inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen over van zodra het in overweging wordt genomen.

§ 2. De Regering of het College van de betrokken partij maakt aan het ministerieel comité en aan het overlegorgaan elk ontwerp van reglementair besluit inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen over van zodra er akte van wordt genomen.

§ 3. De Regering of het College van de betrokken partij maakt aan het ministerieel comité en aan het overlegorgaan elk ontwerp van raamakkoord voor de niet-handelssector inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen over waarbij de in het overlegorgaan vertegenwoordigde partners zijn betrokken.

Art. 13. § 1. In geval van aanhangigmaking overeenkomstig artikel 12, beschikt het overlegorgaan over een termijn van vijftien dagen om het ministerieel comité op de hoogte te brengen van zijn intentie om een aanbeveling of advies uit te brengen over het aan hem voorgelegde voorontwerp of voorstel van decreet, het ontwerp van reglementair besluit of het ontwerp bedoeld in artikel 12, § 3.

Wanneer het overlegorgaan de wil kenbaar maakt om een aanbeveling of advies uit te brengen, maakt het deze aan het ministerieel comité over binnen veertig dagen vanaf de aanhangigmaking. Wanneer het overlegorgaan zijn aanbeveling of advies niet tijdig overmaakt, houdt het ministerieel comité er geen rekening mee.

§ 2. Het ministerieel comité beschikt over een termijn van vijftien dagen om te overleggen over het aan hem voorgelegde voorontwerp of voorstel van decreet, het ontwerp van reglementair besluit of het ontwerp bedoeld in artikel 12, § 3, in voorkomend geval op basis van het advies of de aanbeveling van het overlegorgaan.

De in het eerste lid 1 bedoelde termijn gaat in :

1° vanaf het verstrijken van de in paragraaf 1, eerste lid bedoelde termijn van vijftien dagen wanneer het overlegorgaan niet de wens kenbaar maakt om een aanbeveling of advies uit te brengen,

2° vanaf de overdracht van het advies of de aanbeveling van het overlegorgaan of, in voorkomend geval, vanaf het verstrijken van de in paragraaf 1, tweede lid bedoelde termijn van veertig dagen wanneer het overlegorgaan de wens kenbaar maakt om een aanbeveling of advies uit te brengen.

Het ministerieel comité kan met consensus beslissen om de in het eerste lid voorziene termijn te verlengen.

Afdeling 2. — De dringende procedure

Art. 14. Indien het voor overleg voorgelegde voorontwerp, voorstel of ontwerp door de betrokken partij als dringend wordt beschouwd, motiveert deze partij in het bijzonder deze hoogdringendheid en maakt ze de zaak bij het ministerieel comité of het overlegorgaan aanhangig overeenkomstig artikel 12.

De hoogdringendheid wordt geacht erkend te zijn, behoudens betwisting van de twee andere partijen.

Wanneer de hoogdringendheid betwist wordt, is de in artikel 13 bedoelde overlegprocedure van toepassing.

Wanneer de hoogdringendheid geacht wordt erkend te zijn, is de in artikel 15 bedoelde overlegprocedure van toepassing.

Art. 15. § 1. In geval van aanhangigmaking overeenkomstig artikel 14, beschikt het overlegorgaan over een termijn van vijf dagen om het ministerieel comité op de hoogte te brengen van zijn intentie om een aanbeveling of advies uit te brengen over het aan hem voorgelegde voorontwerp of voorstel van decreet, het ontwerp van reglementair besluit of het ontwerp bedoeld in artikel 12, § 3.

Wanneer het overlegorgaan de wil kenbaar maakt om een aanbeveling of advies uit te brengen, maakt het deze aan het ministerieel comité over binnen tien dagen vanaf de aanhangigmaking.

Wanneer het overlegorgaan zijn advies of aanbeveling niet tijdig overmaakt, houdt het ministerieel comité er geen rekening mee.

§ 2. Het ministerieel comité beschikt over een termijn van vijf dagen om te overleggen over het aan hem voorgelegde voorontwerp of voorstel van decreet, het ontwerp van reglementair besluit of het ontwerp bedoeld in artikel 12, § 3, in voorkomend geval op basis van de aanbeveling of het advies van het overlegorgaan.

De in het eerste lid 1 bedoelde termijn gaat in :

1° vanaf het verstrijken van de in paragraaf 1, eerste lid bedoelde termijn van vijf dagen wanneer het overlegorgaan niet de wens kenbaar maakt om een aanbeveling of advies uit te brengen,

2° vanaf de overdracht van de aanbeveling of het advies van het overlegorgaan of, in voorkomend geval, vanaf het verstrijken van de in paragraaf 1, tweede lid bedoelde termijn van tien dagen wanneer het overlegorgaan de wens kenbaar maakt om een advies of aanbeveling uit te brengen.

Het ministerieel comité kan met consensus beslissen om de in het eerste lid voorziene termijn te verlengen.

Afdeling 3. — De belangenconflictprocedure

Art. 16. Wanneer een belangenconflictprocedure in de zin van artikel 143, § 1, de Grondwet en hoofdstuk II van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980 wordt toegepast op initiatief van een van de partijen en betrekking heeft op gezondheidszorg of bijstand aan personen, maakt de voorzitter van haar wetgevende raad, haar Regering of haar College de zaak aanhangig bij het ministerieel comité en het overlegorgaan.

Het overlegorgaan beschikt vanaf de aanhangigmaking over een termijn van vijftwintig dagen om aan het ministerieel comité zijn aanbeveling of advies over het voorwerp van het belangenconflict over te maken.

Vanaf de ontvangst van de aanbeveling of het advies of vanaf het verstrijken van de in het tweede lid bedoelde termijn van vijftwintig dagen, beschikt het ministerieel comité over een termijn van vijftwintig dagen om te overleggen op basis van dat advies.

HOOFDSTUK 6. — De leidende ambtenaren van de betrokken administratieve organen

Art. 17. De leidende ambtenaren van de betrokken administratieve organen van de partijen komen regelmatig samen om de coördinatie van het beleid inzake gezondheidszorg en bijstand aan personen te garanderen.

Ze worden aangewezen door elke partij, elk voor wat haar betreft.

Ze nemen deel aan de vergaderingen van het ministerieel comité.

HOOFDSTUK 7. — De permanente technische cel

Art. 18. Er wordt een permanente technische cel ingesteld door de partijen.

Deze cel is samengesteld uit beambten die zijn aangewezen door de administratieve diensten van de partijen.

Art. 19. De permanente technische cel stelt zich tot taak :

1° het secretariaat van het ministerieel comité waar te nemen;

2° de vergaderingen van het overlegorgaan en het ministerieel comité voor te bereiden op verzoek van deze laatste of uit eigen beweging.

HOOFDSTUK 9. — Slotbepalingen

Art. 20. Dit samenwerkingsakkoord wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Parlementen van de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest, en aan de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 21. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 juli 2014, voor zover alle normen die er instemming mee moeten betuigen vóór deze datum zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Bij ontstentenis treedt het akkoord in werking op de dag dat het laatste instemmingsdecreet wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 22. Dit akkoord wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Brussel, op 27 februari 2014, in zoveel exemplaren als er contracterende partijen zijn, in de Franse taal.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Voor de Waalse Regering :

R. DEMOTTE

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,
Ch. DOULKERIDIS

Brussel, 4 april 2014.

De voorzitter,
De secretaris,
De griffier,

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2014/31507]

4 AVRIL 2014. — Décret relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1^{er}. Le présent décret est adopté en application de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° Communauté : la Communauté française;

2° Région : la Région wallonne;

3° Commission : la Commission communautaire française;

4° Parlement de la Communauté : le Parlement de la Communauté française;

5° Parlement wallon : le Parlement de la Région wallonne;

6° Assemblée : l'Assemblée de la Commission communautaire française;

7° Gouvernement communautaire : le Gouvernement de la Communauté française;

8° Gouvernement wallon : le Gouvernement de la Région wallonne;

9° Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

10° loi spéciale : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

11° loi spéciale du 12 janvier 1989 : la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

12° loi spéciale de financement : la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 3. La Région et la Commission, la première sur le territoire de la région de langue française et la seconde sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, exercent les compétences de la Communauté dans les matières suivantes :

1° en ce qui concerne l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, visés à l'article 4, 9°, de la loi spéciale : les infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées;

2° la promotion sociale, visée à l'article 4, 15°, de la loi spéciale;

3° la reconversion et le recyclage professionnels, visés à l'article 4, 16°, de la loi spéciale;

4° les systèmes de formation en alternance visés à l'article 4, 17°, de la loi spéciale, à l'exclusion de l'enseignement en alternance;

5° le transport scolaire, visé à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement; les décrets et les arrêtés réglementaires sont pris de l'avis conforme du Gouvernement communautaire en ce qu'ils concernent les normes relatives au droit au transport;

6° la politique de santé, visée à l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale, à l'exception :

a) des hôpitaux universitaires;

b) des conventions de revalidation conclues avec les hôpitaux visés au point a);

c) de l'Académie royale de médecine de Belgique;

d) de l'agrément et du contingentement des professions des soins de santé;

e) des activités et services de médecine préventive destinés aux nourrissons, aux enfants, aux élèves et aux étudiants;